

## LA BANQUE D'ALGÉRIE AVERTIT

## Le baril de pétrole à 110 dollars, sinon...

**Un prix du baril à 110 dollars au moins est une nécessité pour assurer la poursuite et la soutenabilité des dépenses publiques. Sinon, l'économie nationale, trop dépendante des hydrocarbures, risque d'accroître sa vulnérabilité, avertit la Banque d'Algérie.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Intervenant hier, à l'occasion de la présentation en primeur d'un rapport sur l'évolution économique et monétaire en Algérie en 2011, un conseiller à la Banque d'Algérie a estimé que l'équilibre des finances publiques «requiert» un niveau des prix du pétrole de 110 à 115 dollars.

Et cela dans la mesure notamment où les dépenses de fonctionnement dont les revalorisations salariales et autres transferts courants augmentent fortement (42,8%) mais dépendent essentiellement des recettes d'hydrocarbures et très partiellement des recettes ordinaires.



Coup de semonce de la Banque d'Algérie.

Or, la forte volatilité des cours de l'or noir accentue davantage la vulnérabilité des finances publiques, dans le contexte où l'industrie pétrolière nationale continue d'être récessive comme l'est la croissance économique globale (2,4%). Certes, les dis-

ponibilités du Fonds de régulation des recettes (FRR), évaluées à 70 milliards de dollars, permettent de compenser les déficits (en 2011 le déficit budgétaire était évalué à 28 milliards de dinars). Voire de pouvoir tenir le cap à moyen terme, dira

Djamel Benbelkacem. De même, les fondamentaux économiques, monétaires et financiers sont en amélioration constante, selon les données présentées par plusieurs cadres de la Banque centrale.

Et même si l'inflation (estimée en moyenne annuelle à 5,7% en 2011) ainsi que les importations (près de 45 milliards de dollars en 2011) poursuivent une tendance haussière, assez inquiétante, relève-t-on.

Néanmoins, le conseiller à la Banque d'Algérie estime que la soutenabilité des finances publiques doit «émerger en tant qu'objectif stratégique pour l'Etat». Ce qui nécessite, et pour parer à tous risques, d'agir en termes de diversification industrielle, une meilleure absorption de l'épargne nationale et une allocation des ressources davantage rationalisée, outre la modernisation de la sphère commerciale dominée par l'informel et la désorganisation.

En notant, par ailleurs, que le placement des réserves de changes, évaluées à fin 2011 à 182,22 milliards de dollars (or

non compris) et en valeurs d'Etat, est jugé satisfaisant, avec des rendements de 4,45 milliards de dollars, en baisse par rapport à 2010 (4,60 milliards de dollars pour 162,22 milliards de dollars de réserves).

C. B.

## Risques et impayés bancaires

La Centrale des risques à la Banque d'Algérie disposait, à la fin 2011, d'un fichier permanent de 87 107 entreprises et personnes physiques exerçant une activité professionnelle non salariée déclarées par les banques et établissements financiers, comme étant des utilisateurs de crédits dont le montant est supérieur à 2 millions de dinars.

L'encours des crédits déclarés s'élève à 3, 537 millions de dinars. Quant à la Centrale des impayés, l'on recense 43 262 incidents de paiement sur chèques (absence ou insuffisance de provision), outre 12 787 personnes physiques et morales interdites d'émission de chèques.

C. B.

## SÉMINAIRE DU CNRPAH À L'OCCASION DU CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

## Qu'est-ce qui a fait du 5 Juillet une fête légale ?

**Comment en est-on arrivé à célébrer la date du 5 Juillet comme date de l'indépendance nationale ? L'explication nous est donnée par Soufi Fouad de l'Université d'Alger qui s'est intéressé à la problématique de cette date synonyme, dans l'imaginaire collectif, de la proclamation de l'indépendance.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Le chercheur, qui a eu moins de temps d'intervention que le reste des intervenants lors du séminaire international «Algérie 50 ans après : libérer l'histoire», organisé depuis hier à la BNA par le CNRPAH en collaboration avec le journal *la Tribune*, a expliqué que la date du 5 Juillet a été d'abord honnie par le FLN durant la guerre de Libération tant est qu'elle était la date de la capitulation en 1830 devant les forces coloniales.

Fouad Soufi a cité, si besoin était, le journal *El Moudjahid* qui, en 1960, a écrit que «le 5 juillet est une date qu'il faut effacer de l'histoire de l'Algérie». Cette position, cependant, ne restera pas immuable. Suite à la grève générale du 5 juillet 1961 décrétée par le GPRA contre la partition de l'Algérie, le 5 juillet n'était plus désormais considéré comme «une journée de deuil».

Les Algériens s'approprient cette date comme un référent à l'indépendance après les grandes liesses populaires du 5 Juillet 1962. Et c'est, donc, en référence à ces liesses populaires, qui étaient intervenues après le discours de De Gaulle, où il prit acte du référendum d'autodétermination du 1<sup>er</sup> juillet 1962, que le président Ben Bella décréta en 1963 le 5 Juillet comme fête légale.

Fouad Soufi a récusé ferme la thèse de ceux qui estiment que la date véritable de l'indépendance nationale est le 3 juillet. Intervenant également lors du séminaire, Belaïd Abane a tenu un discours un brin plus affranchi des carcans de la censure officielle, puisqu'il a plaidé pour la clarification de la place de l'armée et l'élaboration d'une alternative politique avec des objectifs clairs afin que s'accomplisse véritablement le destin post-modernité de l'Algérie. Car, pour lui, le 1<sup>er</sup> Novembre a été le moment de la précipitation du destin collectif dans la modernité, le Congrès de la Soummam son ère de maturité.

De son côté, Bancel Nicols (Lausanne) a abordé la problématique des études postcoloniales dans les métropoles coloniales. Il dira que ces études étaient financées par des lobbys coloniaux et étaient, par ailleurs, extrêmement pauvres du point de vue de la méthodologie. Ce qui a amené certains historiens à les qualifier de carnaval académique.

Paul Siblot (Montpellier) a estimé, lui, que la libération de l'histoire ne peut être que le fait d'esprits libres, qui peuvent aller à rebours des discours institutionnels.

S. A. I.

## DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

## Possible doublement de la superficie des terres irriguées

**Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présidé, hier, la 14<sup>e</sup> session d'évaluation des contrats de performances des wilayas. Pour Rachid Benaïssa, l'augmentation de la superficie des terres irriguées sera un des principaux enjeux de la politique de sécurisation alimentaire.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Rachid Benaïssa a réuni, hier, l'ensemble des acteurs engagés dans le processus de mise en œuvre des contrats de performances des wilayas. C'est la quatorzième rencontre de ce type depuis le lancement de cette initiative à travers l'ensemble des wilayas du pays.

Après avoir entendu les nouvelles données par secteur d'activité, le ministre a dressé le bilan des trois dernières années en se basant sur le taux de croissance en volume de production. «En 2009, nous avions obtenu un taux de croissance de 31,5%, en 2010 il était de 8,5% et en 2011 de 10,5%. Selon nos statisticiens, le taux de croissance moyen enregistré lors de ces trois dernières années tourne autour de 14%. En analysant ces performances, nous nous sommes rendu compte qu'elles sont effectivement dues aux conditions de développement mises en œuvre durant cette période», a expliqué Rachid



Photo : Samir Sid

Benaïssa veut atteindre les 2,2 millions d'hectares des terres irriguées.

Benaïssa. Selon lui, l'Etat a certes mis en place des dispositifs de soutien, mais leur efficacité dépend avant tout des utilisateurs finaux, les agriculteurs en l'occurrence.

«Les agriculteurs étaient confrontés à des problèmes, notamment sur le plan du foncier et du financement. Nous avons apporté des solutions concrètes. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'une réelle prise de conscience existe et que la dynamique a commencé à prendre forme.»

Rachid Benaïssa a cité le cas du Club 50 qui regroupe les céréaliculteurs qui ont dépassé le seuil de production des 50 quintaux par hectare.

«En 2010, ils étaient tout juste 17, puis 44 en 2011 et nous nous attendons à ce que ce 460 céréaliculteurs intègrent ce club au terme de la prochaine campagne.» Pour le ministre de

l'Agriculture, l'un des principaux enjeux consistera à augmenter la surface des terres irriguées. «Il y a quelques années, nul ne nous prenait au sérieux lorsque l'on disait qu'il serait possible d'atteindre le million d'hectares en irrigués. Aujourd'hui, nous disposons de 1,1 million d'hectares et nous estimons pouvoir atteindre les 1,6 million d'hectares. Mais récemment, le Bureau national d'étude pour le développement rural a réalisé une étude dans laquelle il estime possible d'atteindre les 2,2 millions d'hectares», a précisé le ministre. Cette extension est actuellement en cours dans le cadre d'un programme avec le ministère des Ressources en eau.

D'après Rachid Benaïssa, sa réussite permettra de renforcer les capacités nationales en termes de sécurité alimentaire.

T. H.